

La présidentielle bel et bien reportée

Congo-Kinshasa La commission électorale dit ne pas pouvoir mettre les listes à jour avant juillet 2017...

La mise à jour des listes électorales en République démocratique du Congo (RDC) ne sera pas achevée avant juillet 2017, a annoncé samedi la commission électorale, ce qui retardera l'élection présidentielle jusqu'alors prévue en novembre et permettra à Joseph Kabila de rester au pouvoir après la fin de son mandat en décembre.

Il faudra seize mois pour mener à bien l'enregistrement des quelque trente millions d'électeurs, entamé en mars, a déclaré le président de la commission électorale, Corneille Nangaa, aux représentants des partis politiques réunis à Kinshasa. "Le problème qui se présente à nous aujourd'hui au Congo consiste à réconcilier le cycle électoral [...] avec les contraintes techniques auxquelles nous sommes confrontés", a-t-il expliqué en référence aux problèmes logistiques que pose l'organisation d'élections dans un pays dont la superficie est proche de celle de l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

Le report du scrutin, justifié par un manque de fonds et le retard pris dans l'enregistrement des nouveaux électeurs, était attendu, mais il risque de relancer la contestation politique. Des dizaines d'opposants ont été arrêtés ou tués lors de manifestations anti-Kabila depuis l'an dernier. La Cour constitutionnelle congolaise avait statué en mai que Joseph Kabila pourrait rester au pouvoir en cas de report des élections. La Constitution interdit au chef de

l'Etat de se présenter au terme de son second mandat, mais, pour l'opposition, le report des élections n'est qu'un prétexte pour lui permettre de se maintenir à la présidence.

Une élection reportée à 2018 ou 2019 ?

Selon elle, Joseph Kabila pourrait chercher à faire adopter une réforme constitutionnelle afin de supprimer la règle limitant à deux le nombre de mandats présidentiels successifs. Kabila n'a pour l'instant pas exclu une telle initiative et il a proposé des discussions sur le sujet à tous les partis politiques du pays. Le gouvernement a dit qu'il entendait organiser les scrutins municipaux et provinciaux avant l'élection du nouveau chef de l'Etat. Pour certains observateurs, une telle décision pourrait permettre de repousser la présidentielle jusqu'en 2018 ou 2019.

La coalition des forces d'opposition congolaise, le "Rassemblement" récemment créé à Bruxelles, a d'ores et déjà annoncé samedi son refus de participer aux travaux préparatoires du "dialogue national", convoqués mardi dernier par le facilitateur de l'Union africaine (UA), en vue d'"élections apaisées" en RDC. Le "Rassemblement", qui

s'est réuni "en urgence", considère la décision du facilitateur "comme une provocation", lit-on dans un communiqué.

La coalition "demande à l'ensemble (du) peuple de se mobiliser comme un seul homme en vue de faire échec à cette énième forfaiture en observant une journée morte ce mardi 23 août". Pour les opposants, le facilitateur et ses "complices" seront tenus pour responsables des conséquences de "l'entêtement [du facilitateur] à vouloir à tout prix accorder un troisième mandat à Kabila en violation de la Constitution". (Reuters-Belga)

Des dizaines d'opposants ont été arrêtés ou tués lors de manifestations contre le président Kabila depuis l'an dernier.